

Tranches de vie de médecins de famille « Pourquoi je m'installe », « pourquoi je déplaque ! »

Choix de l'exercice en ville grâce au compagnonnage de maîtres de stage, projet collectif pour fédérer les énergies dans un secteur déficitaire mais aussi expériences plus amères... À l'heure où la pénurie de généralistes libéraux frappe tout le territoire français, plusieurs ont confié leurs états d'âme, lors du colloque de MG France. Édifiant.



On compte 11 000 généralistes de moins en dix ans

● Ce fut un des temps forts du récent colloque MG France sur l'accès aux soins. Après la présentation inquiétante, par la géographe de la santé Joy Raynaud, d'une catastrophe sanitaire chiffres à l'appui (11 000 généralistes de moins en dix ans, une densité en net repli chez les MG libéraux depuis 2005), quatre médecins engagés ont partagé leur vécu, parfois poignant, devant une salle attentive.

Le Dr Maxime Blanchard, 32 ans, s'est installé l'année dernière à Dechy (Nord). Après des études à Tours (2006 à 2014) et un internat à Lille « avec l'intention de faire médecine générale », le jeune médecin raconte qu'après dix années de cursus hospitalo-centré, il n'a jamais mis les pieds dans un cabinet libéral ! « C'était par hasard que j'ai fait un stage dans un cabinet de médecine générale à Dechy », confie-t-il. Le hasard fait très bien les choses : la

bonne entente avec le maître de stage, le fonctionnement satisfaisant du cabinet et son attachement à la population ont poussé le médecin à faire des remplacements sur place une fois sa thèse obtenue. « Puis j'ai voulu m'installer tout de suite en 2019, je n'en aurais pas fait aussi rapidement si je n'avais pas reçu le soutien des médecins du cabinet », reconnaît-il. Une nouvelle preuve qu'une installation libérale peut s'opérer plus facilement grâce au compagnonnage de confrères dont la pratique séduit...

Trois généralistes, 25 000 habitants

Le Dr Bijane Oroujidi, 47 ans, a décidé de s'installer à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), après cinq ans de

remplacements à Garges-lès-Gonesse et Aulnay-sous-Bois. « C'est parce que le lien avec les patients commençait à me manquer », justifie-t-il. Mais rien n'est simple. Au début, son secteur comptait 12 médecins généralistes. « Le temps passant avec les départs à la retraite, nous n'étions plus que sept médecins. Et il y a un an, on se retrouve à trois pour 25 000 habitants ! » Malgré cette pénurie qui pèse sur son exercice, le Dr Oroujidi préfère rester pour se battre avec un nouveau projet collectif dans ce territoire fragile. « Avec le soutien des médecins, du syndicat et certains élus, nous allons monter une maison de santé et une CPTS [communauté professionnelle territoriale de santé]. Ce sera une bouffée d'oxygène pour faire venir des jeunes », s'enthousiasme ce médecin combattif.

C'est sans doute ce soutien entre confrères qui a manqué au Dr Alexandra Genthon, 44 ans. Pendant 15 ans, la généraliste a exercé à Grenoble. « Ce qui me plaisait, c'était le travail en équipe, en pluripro. J'ai eu alors envie de faire évoluer l'organisation du cabinet vers quelque chose de plus structuré de type maison de santé. Mais ce projet n'a pas recueilli d'engouement réel », regrette-t-elle. Face à cette « vie au cabinet qui n'apportait plus de satisfaction », la généraliste a décidé d'arrêter le libéral pour devenir méde-

cin coordonnateur dans un réseau de santé. « Ce qui me motivait, ce n'était pas le salariat mais une nouvelle activité qui comblait un certain manque d'organisation que je ressentais au niveau du cabinet. » « Enfin, résume-t-elle, il valait mieux un médecin en bonne santé qui rendrait service dans une activité de coordination qu'un médecin libéral en difficulté au sein de son activité. »

Initiative intempêtive et cauchemar

Le Dr Frédéric Boyer, 50 ans, n'a pas voulu quitter son cabinet. Exerçant pendant 21 ans à la Motte-Chalancon (Drôme), le généraliste, correspondant SAMU, s'est fortement investi au niveau de la PDS et

des urgences. « Nous étions deux médecins pour 2 000 habitants environ. La mauvaise surprise a été de voir arriver un troisième installé dans un cabinet flamboyant neuf en partie payé par la communauté des communes », relate-t-il. À compter de cette création intempêtive de structure en mai 2019, le médecin vit « un vrai cauchemar », voyant fuir sa clientèle. « Des le mois de juin, je savais que c'était fini pour moi dans le secteur », raconte-t-il, amer. Poussé au départ à cause de cette initiative d'élus locaux mal avisés, le Dr Boyer - recruté par un chasseur de tête - a accepté un poste de salarié en Ardèche. Mais, explique-t-il, « j'ai dû quitter à contre-cœur mes patients ».

Loan Tranthym

La PDS élargie au samedi matin ? Buzyn n'y serait pas opposée

● Les horaires de la permanence des soins ambulatoires (PDS-A) seront-ils étendus au samedi matin ? Cette revendication de longue date des syndicats de médecins libéraux pourrait trouver un aboutissement.

Lors du colloque annuel de MG France, le député (LREM) de la Loire Julien Borowczyk, lui-même médecin généraliste, lui-même en tout cas favorable à l'ouverture de la PDS au samedi matin et croit savoir que le ministre n'y est pas hostile. « Je pense qu'on devrait pouvoir arriver à un terrain d'entente là-dessus parce qu'il y a une vraie nécessité », juge l'élu.



Sport sur ordonnance, environnement et accès aux soins Municipales : à Biarritz, un généraliste surfe sur la santé

Adjoint au maire de Biarritz et candidat sans étiquette aux municipales, le Dr Guillaume Barucq est un chantre du sport sur ordonnance. Le généraliste « écolo et centriste » veut faire de la station balnéaire une référence en matière de bien-être.

● « Attends, est-ce qu'on peut prendre une photo ? Je fais une story sur Instagram. » Après une téléconsultation, le Dr Guillaume Barucq, cheveux longs et allure décontractée, fait jouer le jeu des réseaux sociaux à un patient. Candidat sans étiquette - « écolo et centriste » - à la mairie de Biarritz (Pyrenées-Atlantiques), il prend la pose et documente sa journée de médecin candidat à coups de hashtags et de légendes.

« Il faut que les Biarrotts voient que je continue à exercer pendant la campagne et que je continuerai si je suis élu. Et c'est un très bon moyen de toucher les plus jeunes aussi », explique le généraliste de 42 ans, installé depuis 2007 dans le centre de Biarritz, à deux pas de la Grande plage où il va régulièrement surfer.

Les réseaux sociaux lui permettent aussi de « garder le lien » avec les 1340 patients dont il est le médecin traitant, et qu'il continue à voir pendant sa campagne à raison de « 10 à 20 créneaux de consultation, selon les jours ». Sur son site professionnel, il a même publié une note à leur attention : « Jamais je n'abandonnerai mon métier de médecin qui me maintient au contact de la vie réelle, mais j'adapterai mon exercice à temps partiel en fonction de mes obligations ».



Le duel de ministres a explosé en vol

Au cabinet, la plupart des gens connaissent l'engagement municipal de leur médecin de famille - adjoint à l'environnement depuis 2014 à la suite d'une alliance avec le maire (MoDem) Michel Veunac - et ils ne semblent pas s'en plaindre. « Être médecin n'est pas incompatible avec le fait de se présenter à la mairie, et il a déjà fait des choses ici... contrairement à d'autres ! », indique Catherine. Une référence à peine voilée à l'imbroglio local qui a vu deux membres du gouvernement - le ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume, et le secrétaire d'État auprès du ministère des Affaires étrangères Jean-Baptiste Lemoyne - s'affronter pendant plusieurs semaines à Biarritz avant que l'Élysée ne siffle la fin de la réclamation en obligeant les deux protagonistes à se retirer de la course fin janvier.

Le Dr Guillaume Barucq le revendique : lui est « du coin », contrairement aux deux membres du gouvernement qui venaient ici en législation. « Les Biarrotts veulent des avancées pour la ville, pas des can-

Le Dr Barucq fait campagne et assure 10 à 20 créneaux de consultation selon les jours

didats qui sont là pour se faire mousser », résume aussi un pharmacien du centre-ville. Guillaume et sa famille sont à Biarritz depuis plusieurs générations. En 2014, les gens étaient un peu étonnés de son arrivée à la mairie, mais depuis il a fait ses preuves, notamment en santé. »

Mobilités douces

L'un des « dadus » du Dr Barucq est le sport sur ordonnance, mis en place dès 2015 sur la côte basque. Le dispositif, qui permet la prise en charge d'activités sportives pour les personnes sédentaires et en ALD, a récemment accueilli son 1 000^e patient.

S'il est élu, le généraliste promet de faire de Biarritz « la ville de référence pour le sport/santé » et « un haut lieu du bien-être, de la thalassothérapie, de l'activité physique et du sport de haut niveau ». « Je souhaite aussi mettre en place un observatoire de santé local pour mesurer exactement l'état de santé et la longévité des habitants

du Pays basque, régler le problème de la qualité des eaux de baignade, piétonniser le centre-ville et développer les mobilités douces », énumère le Dr Barucq, avant de se rendre à son local de campagne en vélo électrique. En matière d'accès aux soins, le praticien reconnaît que la cité basque ne connaît pas de pénurie médicale pour le moment. Mais les ennuis pointent dans certaines spécialités. « Un désert se profile en dermatologie et en gynécologie, où il est de plus en plus difficile d'obtenir des rendez-vous », avance le Dr Barucq. Les loyers sont devenus très élevés ici - jusqu'à 8 000 euros le m² - et cela devient compliqué pour les jeunes médecins de s'installer. « Une maison de santé pluriprofessionnelle pourrait permettre de « préparer l'avenir », relève le praticien qui souhaite aussi préserver la clinique locale, passée sous la coupe de Ramsay Santé.

Dans ce scrutin, le premier défi sera de franchir le premier tour avec sa liste « Biarritz Nouvelle Vague ». « Ensuite, on verra. Il y a beaucoup de jeux d'alliance ici, reconnaît le généraliste. Mais soit je deviens maire, soit j'abandonne le poste d'adjoint et je redeviens simple conseiller municipal. » Il y a quelques jours, un sondage¹ IPSOS pour France Bleu Pays Basque et le quotidien « Sud-Ouest » le plaçait en troisième position au premier tour - derrière la candidate Les Républicains et le maire sortant.

Denotre envoyé spéciale Marie-Foûl

¹Sondage réalisé entre les 24 et 29 janvier, juste avant l'annonce du retrait des candidatures de Didier Guillaume et Jean-Baptiste Lemoyne, auprès de 502 personnes.

Vie syndicale

Du neuf chez les spécialistes à la CSMF

Changement de têtes chez les spécialistes. Au sein de la CSMF, le Dr Franck Devulder, gastro-entérologue libéral à Reims, préside la nouvelle branche reconstituée dédiée aux spécialités, appelée les Spécialistes-CSMF. Cette réorganisation découle de la scission de plusieurs verticalités ayant décidé de créer une structure autonome, baptisée Avenir Spé, sous la houlette du Dr Patrick Gasser. Parmi les objectifs du Dr Devulder, la coordination active avec la médecine générale au sein de la maison confédérale, mais aussi une meilleure écoute des spécialistes de second recours « négligés » par les tutelles ces dernières années.

L'une de ces spécialités précieuses, le Syndicat national des cardiologues (SNIC), vient d'élire à sa tête le Dr Marc Villaceque. Il succède au Dr Jean-Pierre Binon, élu il y a trois ans. Le jeune cardiologue installé à Nîmes entend « apporter un nouveau souffle au syndicat pour structurer la cardiologie libérale de demain ». « Ce projet ne peut se concevoir sans la prise en considération de la qualité de vie professionnelle et personnelle des cardiologues libéraux », souligne le président franchement élu. Avec l'ambition de préparer déjà les conditions « d'une convention réussie avec la Cnam, où la cardiologie libérale et toutes les autres spécialités trouveront une place équitable ».

